



## REUNION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 30 JUILLET 2020

### Délibération n° 2020-122- DC

Date d'affichage :

Le 5 août 2020

Effectif statutaire : 81  
Membres en exercice : 81  
Quorum : 41  
Présents : 66  
Excusé(s) : 13  
Dont représenté(s) : 9  
Absent(s) : 2  
  
Nombre de votants : 75

Secrétaires de séance :

Madame Géraldine LE COZ,  
conseillère communautaire de la  
Ville de Saumur et Monsieur Jean-  
François MIGLIERINA, conseiller  
communautaire de la Commune  
de Villebernier

Le trente juillet deux mille vingt à 17 heures 00, les conseillers de la Communauté d'Agglomération se sont réunis au Parc expo du Breil - avenue du Breil - 49400 Saumur, sur convocation faite par Monsieur Jackie GOULET, Président, le vingt quatre juillet deux mille vingt.

#### Présents : (66)

Jackie GOULET, Sylvie PRISSET, Michel PATTEE, Isabelle DEVAUX, Frédéric MORTIER, Jérôme HARRAULT, Rodolphe MIRANDE, Grégory PIERRE, Marc BONNIN, Sophie METAYER, Christian RUAULT, Guy BERTIN, Sandrine LION, Eric MOUSSERION, Eric TOURON, Astrid LELIEVRE, Didier ROUSSEAU, Arnel FROGER, Jean-Philippe RETIF, Yves BOUCHER, Armelle PONCET, Gilles ROUSSILLAT, Isabelle GRANDHOMME, Gérard POLICE, Jean-Pierre ANTOINE, Yann PILVEN Le SEVELLEC, Thierry MORISSET, Guillaume MARTIN, Jeannick CANTIN, Jacky MARCHAND, Alain BOURDIN, Isabelle ISABELLON, Benoît LEDOUX, Alain BOISSONNOT, Christian GALLÉ, Didier GUILLAUME, Gilles TALLUAU, Pierre-Yves DELAMARE, Fabrice BARDY, Sylvie BEILLARD, Gilles BARDIN, Jean-François MIGLIERINA, Béatrice BERTRAND, Laurence CAILLAUD, Christophe CARDET, Bertrand CHANDOUINEAU, Bruno CHEPTOU, Michel DELPHIN, Marie-Luce DURAND, Stéphanie ELIE, Dominique GACHET, Colette GAGNEUX, Benoît LAMY, Géraldine LE COZ, Nathalie LIEBAULT, Teddy LOCHARD, Claudie MARCHAND, Marc-Antoine NERON, Nicole PEHU, Bruno PROD'HOMME, Sylvie TAUGOURDEAU, Patricia VILLARME.

#### Dont suppléé(s) remplacé(s) :

Pierre-Yves DOUET par Didier POITVIN, Eric LEFIEVRE par Didier CHEVROLLIER, Laurent NIVELLE par Brigitte SMITH, Jacqueline TARDIVEL par Manuel DA SILVA

#### Excusés : (13)

Anatole MICHEAUD, Sophie TUBIANA, Thomas GUILMET, Pierre de BOUTRAY, Loïc BIDAULT, Arlette BOURDIER, Gaëlle FAURE, Béatrice GUILLON, Didier HUCHEDÉ, Sylvain LEFEBVRE, Nathalie MORON, Noël NERON, Nathalie SECOUÉ

#### Dont excusés ayant donné pouvoir : (9)

Anatole MICHEAUD à Michel PATTEE, Thomas GUILMET à Géraldine LE COZ, Pierre de BOUTRAY à Isabelle ISABELLON, Gaëlle FAURE à Jackie GOULET, Béatrice GUILLON à Astrid LELIEVRE, Didier HUCHEDÉ à Stéphanie ELIE, Sylvain LEFEBVRE à Frédéric MORTIER, Nathalie MORON à Michel DELPHIN, Nathalie SECOUÉ à Colette GAGNEUX.

#### Absents : (2)

Emmanuel BRAULT, Bernard HENRY

## DEBAT ET DELIBERATION SUR L'ELABORATION D'UN PACTE DE GOUVERNANCE ENTRE LES COMMUNES ET L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC

La loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique impose qu'à chaque renouvellement du conseil communautaire, le Président de l'EPCI inscrit à l'ordre du jour un débat et une délibération sur l'élaboration d'un pacte de gouvernance entre les communes et l'établissement public.

Le débat est obligatoire, mais le conseil communautaire peut décider de ne pas élaborer le pacte de gouvernance.

Si le conseil décide de l'élaborer, il dispose de 9 mois pour l'adopter, après avis des conseils municipaux rendu dans un délai de 2 mois après la transmission du pacte.

### Contenu du Pacte

Le pacte peut prévoir (éléments définis dans la loi) :

- Les conditions selon lesquelles sont mises en œuvre les décisions du conseil communautaire dont les effets ne concernent qu'une seule des communes membres ; ces décisions ne peuvent être prises qu'après avis du conseil municipal de cette commune.
- Les conditions dans lesquelles l'EPCI confie, par convention, la gestion ou la création de certains équipements ou services à une commune membre.
- Les orientations en matière de mutualisation de services entre les communes et leur groupement.
- La création de commissions spécialisées d'un périmètre plus petit que celui de l'EPCI associant les maires.
- La création d'une conférence des maires et les conditions de sa réunion.

- La délégation au maire de l'engagement de certaines dépenses, de certaines dépenses d'entretien courant d'infrastructures ou de bâtiments communautaires.
- Les conditions de l'exercice d'une autorité fonctionnelle sur les services de l'établissement public, dans le cadre d'une convention de mise à disposition de services.
- Les conditions d'égale représentation des hommes et des femmes au sein des différents organes de gouvernance ou des commissions de l'établissement public.

#### Méthodologie :

Pour l'élaboration du PACTE, la méthodologie pourra être définie par le bureau communautaire. Un groupe de travail d'élus pourra être institué, groupe de travail qui rendra ses travaux au bureau, ce dernier le proposant ensuite aux communes.

#### Calendrier :

- septembre 2020: définition de la méthodologie et constitution par le Bureau du groupe de travail
- Janvier 2021 : validation du Pacte par le Bureau
- fin janvier/début février : envoi aux communes du projet de Pacte
- février à mars 2021 : avis des communes sur le Pacte
- Avant le 16 avril 2021 : Adoption du pacte de gouvernance par le conseil communautaire

Vu l'article L 5211-11-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

#### **Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré :**

- DÉCIDE la réalisation d'un Pacte de gouvernance
- DÉCIDE DE CONFIER au bureau communautaire le soin de réaliser ce PACTE, avec l'aide d'un groupe de travail composé d'élus désignés en son sein

La délibération est adoptée à l'unanimité.


Résultat des votes : Pour = 75 ; Contre = 0 ; Abstention = 0

Date de transmission en sous-préfecture :

Date de réception en sous-préfecture :

Insertion au RAA du 3ème trimestre 2020

Pour Extrait Conforme,  
Le Président de la Communauté d'Agglomération  
Saumur Val de Loire  
Maire de la Ville de Saumur



Jackie GOULET

Matière de l'acte	5 Institution et vie politique	5.7 Intercommunalité - 5.7.8 Autres
-------------------	--------------------------------	-------------------------------------

*En vertu de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. »*